

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 juillet 2022  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-seizième session**  
Point 134 de l'ordre du jour  
**La responsabilité de protéger et la prévention**  
**du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage**  
**ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-septième année**

**Lettre datée du 15 juillet 2022, adressée au Secrétaire général**  
**par le Représentant permanent du Bélarus**  
**auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des informations communiquées par le Bureau du Procureur général de la République du Bélarus au sujet du génocide commis contre la population bélarussienne pendant la Grande Guerre patriotique et la période d'après guerre (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 134 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Valentin **Rybakov**



**Annexe à la lettre datée du 15 juillet 2022 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Informations communiquées par le Bureau du Procureur général  
de la République du Bélarus au sujet du génocide commis  
contre la population biélorussienne pendant la Grande Guerre  
patriotique et la période d'après guerre**

En avril 2021, le Bureau du Procureur général de la République du Bélarus a ouvert une enquête pénale, encore en cours actuellement, concernant le génocide de civils commis par l'Allemagne nazie et ses alliés pendant la Grande Guerre patriotique et la période d'après guerre (1941-1951) sur le territoire de la République socialiste soviétique de Biélorussie, dont le Bélarus est le successeur légal.

Avant même de s'attaquer à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), les dirigeants allemands avaient fait savoir que l'un de leurs grands objectifs était de s'emparer de « l'espace vital » nécessaire à la prospérité du Troisième Reich, qu'ils entendaient coloniser et débarrasser des populations locales superflues. Les instructions relatives aux zones spéciales données dans la directive n° 21 (concernant l'opération Barberousse) du 13 mars 1941, le décret relatif à l'exercice de la juridiction militaire dans la zone d'opérations Barberousse et à des mesures spéciales à exécuter par les troupes signé le 13 mai 1941 par Wilhelm Keitel, chef d'état-major du commandement suprême des forces armées allemandes, le Generalplan Ost (« schéma directeur pour l'Est ») et de nombreux autres documents ont élevé les atrocités commises contre des civils au rang de politique d'État, dégageant de la sorte les occupants de leur obligation de répondre des crimes perpétrés, y compris à l'encontre de la population de la République socialiste soviétique de Biélorussie.

L'endoctrinement idéologique des soldats de la Wehrmacht a contribué à ces actes criminels. Ainsi, on explique dans le manuel transmis à ces hommes que le cœur et les nerfs sont inutiles pour faire la guerre et qu'il importe de se défaire de toute pitié et de toute sympathie, chaque Russe et chaque Soviétique – vieil homme, femme, fille et garçon y compris – devant être tués pour échapper à la destruction, assurer l'avenir de la famille et connaître la gloire éternelle.

Conséquence de cet endoctrinement, la population de la République socialiste soviétique de Biélorussie a été massacrée sans pitié : pelotons d'exécution et gibets, chambres à gaz et incinérateurs, famine et propagation d'épidémies (typhus et autres maladies infectieuses), les moyens ne manquaient pas.

Le Bélarus a connu toutes les formes de génocide envisagées dans la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (9 décembre 1948).

Afin d'exterminer la population de la République socialiste soviétique de Biélorussie, les envahisseurs fascistes allemands et leurs complices ont mené des opérations punitives de masse (opération Winterzauber (« féerie d'hiver »), Aktion Erntefest (« fête des moissons »), opération Heinrich et bien d'autres), au cours desquelles ont été détruites de nombreuses zones habitées, au prix de la vie des personnes qui s'y trouvaient.

Le tristement célèbre massacre de Katyne, localité ravagée par les flammes, est l'un des exemples les plus connus de l'anéantissement de villages et du meurtre de leurs habitants, comme il y en a eu des milliers au Bélarus.

Sous l'occupation, des conditions de vie visant à entraîner une destruction physique totale de la population ont été créées ; l'accès à toutes denrées alimentaires a ainsi été supprimé tandis que les bâtiments habitables étaient démolis, provoquant de très nombreux décès dus à la faim et au froid.

Un grand nombre d'habitants ont été soumis à des actes de torture, au cours desquels de graves blessures physiques et psychologiques leur ont été infligées. Certains ont par ailleurs fait l'objet d'expériences médicales visant, entre autres, à prévenir la procréation.

Des enfants ont été séparés de leurs parents et placés dans des centres de détention. On les a forcés à travailler jusqu'à l'épuisement, torturés ou encore utilisés comme donneurs de sang, avant de les mettre à mort.

Le groupe d'enquête chargé par le Bureau du Procureur général d'investiguer sur le génocide a mis en lumière de nombreux faits nouveaux concernant l'extermination massive de la population du Bélarus par les criminels nazis.

Un travail minutieux est en cours pour recueillir des informations auprès de témoins oculaires des faits et des proches de ces personnes. Durant l'enquête préliminaire, plus de 14 000 personnes ont été interrogées, dont plus de 7 500 avaient été enfermées dans un camp de concentration. Plus de 400 inspections de sites jusqu'alors inconnus de massacres de civils ont été effectuées, au cours desquelles des milliers de restes osseux ont été découverts.

Les preuves récoltées donnent à penser que l'ampleur de la tragédie vécue par le peuple bélarussien est bien plus importante qu'on ne l'imaginait. Il a été établi que pendant l'occupation nazie du Bélarus :

- Au moins 3 millions de civils et de prisonniers de guerre ont été tués ;
- Plus de 380 000 personnes ont été emmenées en Allemagne pour y servir d'esclaves, dont beaucoup sont mortes en raison de conditions d'exploitation intolérables ;
- Plus de 200 villes ont été détruites, dont des municipalités importantes comme celles de Minsk, Gomial, Vitebsk, Polotsk, Orcha, Borissov et Sloutsk ;
- Plus de 9 500 villages et hameaux ont été brûlés ;
- Plus de 260 camps de concentration et autres lieux de détention ont été utilisés (au moins 546 000 personnes ont été tuées à Trostenets, plus grand camp d'extermination de tout le territoire soviétique occupé, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie dans le camp d'extermination d'Ozaritchi et 22 000 personnes ont péri dans le camp de concentration de Koldichevo).

Les dommages causés à l'économie nationale, aux infrastructures et au patrimoine culturel du Bélarus par la politique délibérée d'extermination de sa population dépassent également les estimations réalisées durant la période d'après guerre par les commissions d'urgence.

Pendant l'occupation, des denrées alimentaires, des matières premières, des produits industriels et du matériel, ainsi que des pièces de musée, des œuvres d'art et des monuments culturels, ont été confisqués de façon complètement arbitraire et envoyés en Allemagne.

Des milices collaborationnistes composées de nationalistes de Lettonie, de Lituanie et d'Ukraine, ainsi que de membres de l'Armia Krajowa (« Armée de l'intérieur » polonaise), ont pris part au génocide.

À ce jour, le Bureau du Procureur général dispose d'informations sur la localisation d'au moins 400 personnes susceptibles d'avoir été impliquées dans l'extermination de la population du Bélarus pendant la Grande Guerre patriotique.

Dans certains pays, les crimes de guerre de l'Allemagne nazie et de ses collaborateurs ont été oubliés. Dans ces États, le néonazisme est au goût du jour, des marches d'anciens membres de la SS sont organisées et les droits de diverses catégories de la population sont restreints sur la base de critères ethniques. D'aucuns s'efforcent de justifier les actes commis par certains collaborateurs nazis en présentant ces personnes comme des « combattants de la liberté ». Des monuments qui avaient été érigés à la mémoire des libérateurs ont été démolis, les tombes de soldats soviétiques profanées et des cérémonies de dépôt de gerbes perturbées, tandis que des organisations paramilitaires font ouvertement usage de symboles nazis. Il s'agit là de tentatives visant tout bonnement à réécrire l'histoire et à faire oublier l'héroïsme du peuple soviétique.

La République socialiste soviétique de Biélorussie est l'une des républiques de l'URSS à avoir été le plus mise au supplice par les envahisseurs nazis. Sa participation à la création de l'Organisation des Nations Unies est la preuve de la reconnaissance, sur la scène internationale, de la contribution apportée par le peuple biélorussien à la victoire sur le fascisme.

La République du Bélarus continue de faire preuve d'une tolérance zéro face à toute manifestation des doctrines nazie et fasciste, contre lesquelles elle lutte inlassablement, ainsi qu'aux tentatives visant à redonner de l'élan à ces mouvements.

Afin d'honorer la mémoire des millions de victimes du génocide, de protéger les valeurs fondamentales du peuple biélorussien, de lutter efficacement contre les tentatives visant à déformer les faits et à remettre en question l'issue de la Seconde Guerre mondiale et de rendre fidèlement compte des atrocités commises par les criminels nazis et leurs complices et par les milices nationalistes pendant la Grande Guerre patriotique et l'après-guerre, la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de la République du Bélarus a adopté, le 14 décembre 2021, une loi sur le génocide du peuple biélorussien, laquelle érige en infraction pénale le fait de nier ce massacre.

---